



Lettre n° 297 du 23 juillet 2023

## **Pas d'apaisement avec Macron, ses ministres interchangeableables, ni avec ses maîtres, les capitalistes qui ruinent la société et détruisent la planète**

L'apaisement annoncé pour les cents jours de Macron a pris le sinistre visage du meurtre de Nahel par un policier, provoquant la légitime révolte des jeunes des quartiers populaires. Macron a laissé la parole à ses sbires, à Darmanin, dans la continuité de la répression contre le mouvement. Le véritable bilan des 100 jours est là, mensonges et violences policières. 130 000 policiers et gendarmes ont été déployés durant le week-end du 14 juillet alors que Macron s'affichait, provocateur, avec le dictateur d'extrême droite, Premier ministre indien, Modi. Il remettait la Légion d'honneur à ce sinistre représentant des oligarques capitalistes indiens, les 1 % les plus riches qui ont englouti 45 % de la richesse de l'Inde dans un océan de pauvreté et de misère.

Puis, après avoir confirmé Borne Première ministre moyennant quelques « ajustements » ministériels, pervers, il a invité le gouvernement sortant à un dîner à l'Élysée pour, le lendemain, annoncer qu'il allait virer... Vendredi, il s'exprimait devant ses ministres aux ordres, un discours dans « la continuité » pour ne rien dire retransmis par la télé. Cette étrange mise en scène, ce jeu de chaises musicales entre pantins interchangeableables qui, à l'image de leur boss, sont les agents des Uber, Dassault, Bolloré et autres Arnault, voudrait donner l'image d'un Macron maîtrisant la situation. Hors sol, isolé, minoritaire à l'Assemblée nationale, rejeté dans le pays, il n'a d'autre choix, plus ridicule qu'« efficace », que de tenter de créer l'illusion d'un pouvoir personnel fort. La soumission de son gouvernement à la politique exigée par l'aristocratie financière qui dirige le pays contre le monde du travail et les classes populaires prépare de nouveaux affrontements contre leur république corrompue, masque de la domination d'une minorité, un système destructeur condamné.

### **La grande peur des classes privilégiées**

Ce gouvernement se situe dans « la continuité » d'une offensive réactionnaire et policière du parti de l'ordre. Incapable de répondre aux besoins de la population, le pouvoir use à la fois de la violence policière et de la démagogie la plus arriérée pour tenter de dominer idéolo-

giquement, moralement le monde du travail, la jeunesse, les culpabiliser, les accuser des maux que sa politique engendre pour qu'ils restent à leur place, se soumettent à un ordre social de plus en plus injuste et inégalitaire.

Le garde des Sceaux, Dupond-Moretti, s'est vanté que 1 300 personnes avaient été déférées au parquet et que 905 avaient fait l'objet d'une comparution immédiate. A l'issue de ces audiences, 1 056 personnes ont été condamnées à une peine d'emprisonnement, dont 742 à une peine ferme de 8 mois en moyenne. Pour l'instant, 600 personnes ont été incarcérées, certains pour une canette de bière...

Cette justice expéditive est dirigée contre l'ensemble du monde du travail. Elle s'accompagne et se justifie par une propagande qui véhicule la haine, la peur et la hargne des milieux privilégiés contre les classes populaires, leur mépris de classe. En prime, le gouvernement menace les parents dont les enfants feraient des « conneries » selon les propos de Macron, de suppression des allocations familiales ou, selon Borne, d'« une amende forfaitaire pour les parents » en cas de délit de leur enfant.

Le comble revient à la municipalité du Blanc-Mesnil de Seine-Saint-Denis qui a décidé de priver ses habitants de la plage urbaine qui devait ouvrir ses portes le 15 juillet, la punition collective qui désigne les classes populaires comme coupables et dangereuses. Dans le même registre, la mairie d'Angoulême qui s'était déjà illustrée en 2014 avec des bancs grillagés pour chasser les SDF, innove dans la répression de la pauvreté avec un arrêté interdisant de rester assis, allongé, ou debout sans bouger, dans le centre-ville, sous peine d'une amende de 35 euros !

Cette campagne odieuse relayée en boucle par les médias de Bolloré and co vise à masquer les responsabilités du gouvernement et de la classe dominante et surtout à intimider, à sanctionner, punir pour faire taire la colère. Leur mépris, leur arrogance, leurs préjugés de classe ne les empêchent pas d'être lucides sur leurs responsabilités, eux qui ont planifié et organisé la fermeture de classes dans les écoles pour faire des économies sur les postes

d'enseignants, la fermeture de services utiles à la population, les bureaux de postes, désorganisant les hôpitaux et le système de santé. Et cela pour transférer l'argent dans les poches des détenteurs du capital, des riches. Leur appareil d'État est là pour imposer les injustices et les inégalités, pour réprimer la jeunesse, plier le monde du travail à leur choix. C'est ça leur démocratie républicaine !

### **Inflation, spéculation, hausse des prix au service des profits**

Toute la logique de leur société fondée sur l'exploitation du travail fonctionne à l'envers. Plutôt que de satisfaire les besoins humains, elle a pour objectif d'accumuler toujours plus de richesses entre quelques mains, l'aristocratie financière qui dirige l'économie au détriment de la majorité de la population. L'accumulation de richesses d'un côté signifie l'accumulation de pauvreté, de misère de l'autre.

L'inflation qui frappe tous les pays du monde n'a pas d'autre explication que cette logique de l'accumulation du capital, de la concurrence que se livrent les capitalistes entre eux pour asseoir leur propre domination. Si la guerre en Ukraine y a contribué, c'est en réalité les choix des multinationales, en particulier de l'énergie, qui en sont responsables. La hausse des prix est la conséquence des décisions des maîtres de l'économie qui augmentent leur profit alors que la production stagne.

Après une hausse de 15 % en février, le gouvernement a annoncé mardi une nouvelle hausse des tarifs réglementés de l'électricité de 10 % au 1er août. La facture pour le chauffage électrique va augmenter en moyenne de 300 euros par an s'ajoutant à la hausse générale des prix en particulier dans l'alimentation, en moyenne de 20 %.

Une campagne vient de commencer pour nous expliquer que nos salaires suivraient la hausse des prix. Foutaise, quand ils suivent, c'est loin derrière et pour la grande majorité des salariés, ils stagnent, sans parler des chômeurs ou des précaires, des retraités.

Et pour celles et ceux qui n'auraient pas compris comment marche leur système, le gouvernement vient d'annoncer que le taux du livret A, qui constitue bien souvent la seule forme d'épargne pour les classes populaires, alors qu'il aurait dû être mécaniquement remonté à un peu plus de 4 %, va être maintenu à 3 % pour un an et demi. La Banque de France s'est justifiée en expliquant que cela aurait été « *préjudiciable à notre activité économique* », comprenez aux profits.

### **Profits contre inégalités, la schizophrénie du capitalisme**

L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) confirme dans son dernier rapport sur les perspectives de l'emploi que les bénéfices des entreprises ont bien plus augmenté que les salaires dans la plupart des pays riches ces dernières années. En moyenne, entre le quatrième trimestre 2019 et le premier trimestre 2023, les profits des entreprises des pays membres de

l'OCDE ont grimpé de 21 %, contre seulement 15,6 % pour ce qu'ils appellent les coûts de main-d'œuvre. L'inflation généralisée résulte de ce que les entreprises ont pu augmenter leurs prix au-delà de l'augmentation de ces coûts de main-d'œuvre et des matières premières ou biens intermédiaires qu'elles utilisent.

En France si les salaires, en termes réels, ont reculé, ce serait de façon moins marquée mais en réalité du fait du grand nombre de très bas salaires, de salariés payés au salaire minimum donc en partie indexés sur l'inflation.

C'est ainsi un énorme transfert de richesse qui s'opère et permet de gonfler les grandes fortunes. L'inflation est un véritable hold up financier contre les plus défavorisés.

Les 2 460 individus les plus riches ont durant le premier semestre 2023 ajouté 852 milliards de dollars à leur fortune, tandis que près de la moitié de la population mondiale, elle, vit avec moins de 6,25 dollars par jour.

Ici aussi, la fortune des principaux dirigeants capitalistes atteint des sommes folles : 203 milliards pour la famille Arnault soit plus 54 milliards depuis l'année dernière, 137 milliards pour Hermès, 59 milliards de plus qu'en 2022, etc. Au final, le patrimoine professionnel des 500 plus grandes fortunes de France a progressé de 17 % en un an pour s'établir à 1 170 milliards d'euros cette année ! En 2009, c'était 194 milliards d'euros...

Un monde malade, aliéné qui sacrifie sur l'autel de leur dieu fric les vies de millions d'êtres humains.

### **Des désordres de la concurrence à la barbarie de la guerre et du militarisme**

C'est cette même logique, l'avidité pour le profit, le pouvoir, la domination, qui engendre la folie de la concurrence qui dresse les capitalistes les uns contre les autres ainsi que les États qui les servent. Et c'est cette logique de la concurrence, du rapport de force entre nations qui a débouché sur la barbarie sanglante de la guerre en Ukraine entre la Russie de Poutine et les vieilles grandes puissances impérialistes, dont la France, et leurs alliés regroupés dans l'Otan, une guerre sans fin. Il ne peut y avoir de vainqueurs et de vaincus pas plus que de paix démocratique puisqu'à travers elle, se mesurent les rapports de force en vue d'affrontements futurs qui pourraient bien avoir pour cible la Chine. Ou plus précisément, les seuls vaincus sont les travailleurs et les peuples, ceux d'Ukraine et de Russie qui payent le prix du sang, sacrifiés aux intérêts des oligarques et des politiciens qui les servent, les peuples de toute la planète entraînée dans la folie de l'inflation, de la crise alimentaire frappant les céréales, de la montée du militarisme, de l'économie de guerre et du nationalisme.

En France, la loi de programmation militaire 2024-2030 (LPM) qui vient d'être définitivement adoptée par l'Assemblée nationale et le Sénat sans réelle opposition y compris à gauche prévoit de consacrer 413,3 milliards d'euros aux armées sur sept ans. Ce qui représente 118 milliards d'euros supplémentaires et une hausse de 40 % par rapport à la LPM précédente.

L'augmentation massive des dépenses militaires se fait inévitablement au détriment des programmes sociaux.

### **De l'exploitation du travail à la destruction de la nature, la planète en danger**

L'ONU vient d'adresser aux Etats une demande de se préparer à des vagues de chaleur « *plus intenses* ». Selon les experts, ce que nous vivons aujourd'hui préfigure l'entrée du climat mondial dans une phase encore plus dangereuse et inconnue.

L'Italie, l'Espagne et la Grèce suffoquent. Le mercure, qui a déjà dépassé 45 °C à Rome, à Naples et dans les Pouilles, pourrait grimper dans les prochains jours jusqu'à 48 °C en Sicile et en Sardaigne. Les Etats-Unis sont particulièrement éprouvés. Des inondations catastrophiques ont touché cette semaine l'Etat du Vermont, dans le Nord-Est. En juin, un tiers de la population suffoquait sous une forte pollution atmosphérique liée à la fumée des incendies au Canada, où plus de 570 feux sont toujours hors de contrôle et près de 10 millions d'hectares ont déjà brûlé. Le nord du Mexique a dépassé les 50 °C, tandis que certaines régions de Chine, dont la capitale, Pékin, souffrent toujours de la canicule.

Les canicules, sécheresses, incendies et inondations entraînent chaque année de lourds dégâts économiques, tout en mettant en péril la sécurité alimentaire dans les pays les plus vulnérables. Les conséquences sur la vie humaine sont lourdes, au travail comme sur les lieux d'habitation, dans les transports. L'Europe a connu l'été dernier plus de 61 000 décès dus à des insolations ou liés à la chaleur. Là encore, les classes dirigeantes manifestent leur indifférence pour la vie des travailleurs. Rien ne doit entraver la hausse des profits. D'énormes sommes d'argent sont dépensées à des fins destructrices, alors qu'on alloue aux besoins de base de la vie sociale des sommes de plus en plus dérisoires.

Les Etats ne font rien si ce n'est discourir sur la transition écologique qui vient justifier les milliards qu'ils déversent sur les comptes des multinationales. Macron vient de décorer le PDG de TotalEnergies, une des firmes françaises les plus émettrices de gaz à effet de serre.

### **Pour une réorganisation socialiste, communiste de la production et des échanges**

Les idéologues et politiciens des classes dominantes voudraient nous faire croire que nous serions confrontés à une évolution sociale, écologique à laquelle nous ne pourrions pas nous opposer, la rançon du progrès. Crise économique, régression sociale, explosion des profits, crises climatiques, guerre, seraient des fléaux auxquels l'humanité n'aurait pas de réponse. Tout au plus pourrait-elle essayer de les limiter, de s'en protéger, mais à les en croire les réponses partielles et limitées dépendraient du bon vouloir

des multinationales qui ne pourraient agir qu'aidées par les États, que subventionnées. En fait, les crises ne sont pour les maîtres de l'économie que de nouvelles sources de profits et leur gravité justifierait pour les populations les sacrifices nécessaires afin de permettre les investissements privés sans lesquels rien ne serait possible ! Tirer toujours plus de richesse de l'exploitation des hommes et de la nature, quoi qu'il en coûte !

Au mépris de l'évidence, les dirigeants du monde soumettent toute leur politique à la préservation des intérêts des milliardaires, de l'aristocratie financière. Aucune mesure un tant soit peu efficace ne peut être appliquée sans remettre en cause la minorité qui dirige le monde.

Contre l'inflation et la hausse des prix, il faudrait imposer l'échelle mobile des salaires indexés sur le coût de la vie, le contrôle des prix et l'ouverture des livres de compte des grandes entreprises placées sous le contrôle des travailleurs et de la population. Contre le chômage et la précarité, il faudrait répartir le travail entre toutes et tous. Contre la militarisation et la guerre, il faudrait imposer des relations internationales fondées sur la coopération et la solidarité. Faire face aux drames des migrants, c'est ouvrir les frontières, faire de la liberté de circuler et d'installation un droit. Faire face à la sécheresse supposerait un service public de l'eau échappant aux intérêts privés pour être en mesure de répartir et d'économiser l'eau en fonction des besoins prioritaires. Pour affronter la crise écologique, il faudrait rompre avec le productivisme capitaliste, arrêter de produire pour les profits, pour placer la production et les échanges sous le contrôle des travailleurs, socialiser les multinationales et planifier l'économie en fonction des besoins collectifs et écologiques. Il faudrait arracher les investissements, le crédit des mains de la finance en expropriant les banques pour créer un monopole public bancaire.

Tout converge pour exiger une réorganisation de la façon dont l'humanité produit et répartit ce dont elle a besoin pour vivre. Il est indispensable d'arracher le pouvoir économique et politique des mains de la minorité parasite qui les détient pour que les producteurs, le monde du travail s'associent, se coordonnent pour diriger la marche de la société de façon consciente en faisant appel aux connaissances scientifiques modernes.

Une nouvelle révolution est à l'ordre du jour, elle est inscrite dans le renouveau des luttes sociales dans le monde entier. Toutes les questions que posent ces dernières ne recevront pas de solutions dans le cadre de ce système obsolète et condamné qui doit céder la place à un nouveau monde, libéré du caractère irrationnel des rapports sociaux et de leur incompatibilité avec les besoins de la société, de la nature, un monde socialiste, communiste.

*Yvan Lemaitre*